

**POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE A
DESTINATION DES SALARIES ADHERENTS**

1. IDENTITE ET COORDONNEES DU RESPONSABLE DU TRAITEMENT DE DONNEES

Vos données sont traitées par le Service de Prévention et de Santé au Travail Interentreprises pour la Creuse et la Haute Vienne (ci-après le SPSTI 23/87), une association déclarée en France sous le numéro W872001562 au RNA (SIREN : 778069005) en sa qualité de responsable de traitement. Ses coordonnées postales sont les suivantes :

- 6 RUE VOLTAIRE, 87100 LIMOGES

2. DESCRIPTION DES TRAITEMENTS

Traitement	Finalité	Base légale	Durée de conservation
Création et gestion du DMST (dossier médical en santé au travail)	Assurer le suivi individuel de l'état de santé du salarié	Obligation légale	Durée variable en fonction de l'obligation légale de conservation applicable
Organisation des visites médicales (embauche, périodiques, reprise, etc.)	Assurer la conformité aux obligations de suivi médical	Obligation légale	Durée variable en fonction de l'obligation légale de conservation applicable
Évaluation de l'aptitude médicale au poste de travail	Déterminer l'aptitude ou l'inaptitude du salarié	Obligation légale	Durée variable en fonction de l'obligation légale de conservation applicable
Gestion des téléconsultations	Planification logistique et fonctionnement technique du service	Obligation légale	Durée variable en fonction de l'obligation légale de conservation applicable
Élaboration de la fiche d'exposition	Assurer la traçabilité des expositions professionnelles	Obligation légale	Durée variable en fonction de l'obligation légale de conservation applicable
Transmission des résultats au médecin du travail	Suivi médical, interprétation des examens	Obligation légale	N/A
Gestion des convocations et relances (emails, courriers, SMS)	Organisation des visites, information des salariés et employeurs	Obligation légale	1 an après l'envoi

3. CARACTERE OBLIGATOIRE DU RECUEIL DES DONNEES

Le traitement des données précitées sont requises par l'ensemble des textes de loi qui régissent les services de prévention de santé au travail

4. CATEGORIES DE DESTINATAIRES DES DONNEES

Vos données sont communiquées, en fonction des traitements, aux destinataires suivants :

- Les destinataires internes - nos équipes spécialement habilitées pour traiter vos données

- Les destinataires externes - nos prestataires et partenaires, notamment les prestataires techniques auxquels nous faisons appels.

5. COLLECTE INDIRECTE DE DONNEES

Certaines données recueillies (en particulier, les données d'identification, les données sur la vie professionnelle et certaines données concernant votre santé) sont recueillies par le SPSTI 23-87 auprès de votre employeur ou du médecin traitant.

6. FLUX HORS UE

Le SPSTI 23-87 ne procède en principe à aucun transfert de données en dehors de l'Union européenne. Elle se réserve toutefois le droit, y compris via ses sous-traitants, de procéder à des transferts en dehors de l'Union européenne.

En cas de transfert de données hors de l'Union européenne, nous nous assurons que ce transfert soit encadré par des mesures particulières telles qu'elles sont imposées par le RGPD. Vous pouvez demander à notre délégué à la protection des données d'accéder aux documents autorisant les transferts, lorsqu'ils ont lieu.

7. VOS DROITS

7.1. Droit d'accès

Vous pouvez obtenir confirmation que des données vous concernant sont traitées et, le cas échéant, accéder à ces données ainsi qu'à diverses informations relatives au traitement.

Veuillez noter que le droit d'accès, et le droit d'en obtenir une copie, ne porte pas sur les fichiers mais sur les données personnelles traitées.

7.2. Droit de rectification

Vous pouvez demander la correction des données inexactes ou incomplètes vous concernant.

7.3. Droit à l'effacement ou "droit à l'oubli"

Vous pouvez demander l'effacement de vos données personnelles. Toutefois, ce droit n'est pas absolu : il s'exerce uniquement lorsqu'un des cas suivants s'applique :

- Vos données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées ;
- Vous retirez votre consentement au traitement et aucun autre fondement juridique ne justifie la poursuite du traitement ;
- Vous vous opposez au traitement et il n'existe aucun motif légitime impérieux pour le maintenir ;
- Vos données ont fait l'objet d'un traitement illicite ;
- Leur effacement est nécessaire pour respecter une obligation légale prévue par le droit de l'Union européenne ou le droit français ; ou
- Les données ont été collectées auprès d'un mineur dans le cadre de l'offre de services de la société de l'information.

Si vos données ont été rendues publiques, nous prendrons des mesures raisonnables pour informer les autres responsables de traitement que vous avez demandé l'effacement de tout lien, copie ou reproduction de ces données.

Ce droit ne s'applique pas lorsque le traitement reste nécessaire :

- pour exercer le droit à la liberté d'expression et d'information ;
- pour respecter une obligation légale ou exécuter une mission d'intérêt public ;
- pour des motifs d'intérêt public dans le domaine de la santé ;

- à des fins archivistiques, de recherche ou statistiques, lorsque l'effacement rendrait ces finalités impossibles ou gravement compromises ; ou encore
- pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

7.4. Droit à la limitation du traitement

Vous pouvez demander la **limitation du traitement** de vos données personnelles. Ce droit s'applique **uniquement dans les cas suivants** :

- Vous contestez l'exactitude des données : leur traitement est alors suspendu pendant la durée nécessaire à leur vérification ;
- Le traitement est illicite, mais vous ne souhaitez pas que les données soient effacées et demandez à la place la limitation de leur utilisation ;
- Nous n'avons plus besoin de vos données pour les finalités du traitement, mais elles vous sont encore nécessaires pour constater, exercer ou défendre un droit en justice ;
- Vous vous êtes opposé au traitement, et une vérification est en cours pour déterminer si nos motifs légitimes prévalent sur les vôtres.

Lorsque la limitation du traitement est levée, vous en serez informé(e) au préalable.

7.5. Directives post mortem

Conformément à la loi Informatique et Libertés, vous avez le droit de définir des directives concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données personnelles après votre décès.

Ces directives peuvent être :

- **Générales** : elles concernent l'ensemble de vos données personnelles, tous traitements confondus. Elles peuvent être enregistrées auprès d'un tiers de confiance certifié par la CNIL ; ou
- **Particulières** : elles visent des traitements spécifiques et doivent être adressées directement au responsable de traitement concerné. Elles requièrent un consentement explicite et ne peuvent être valablement exprimées par la simple acceptation des conditions générales d'utilisation.

Vous pouvez modifier ou révoquer vos directives à tout moment.

Vous pouvez également désigner une personne chargée de leur mise en œuvre. Si vous ne le faites pas, ou si cette personne est décédée, vos héritiers peuvent accéder à vos directives et en demander l'application.

8. DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Pour toute question concernant les traitements de vos données personnelles par le SPSTI 23-87, notre délégué à la protection des données est joignable par courrier électronique à l'adresse dpo-spsti23-87@racine.eu ou par courrier à l'adresse suivante :

Eric BARBRY
Délégué à la protection des données du SPSTI 23-87
40 rue de Courcelles
Chez Racine Avocats
75008 Paris
FRANCE

9. DROIT D'INTRODUIRE UNE RECLAMATION AUPRES DE LA CNIL

Comme la loi vous y autorise, vous pouvez introduire une plainte auprès de la Cnil à l'adresse suivante :
Service des plaintes de la Cnil, 3 place de Fontenoy – TSA 80751, 75334 Paris Cedex 07 ou par
téléphone au 01.53.73.22.22